

# LA RUINA

**contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles**

**contre la transformation de Bruxelles en ville-prison**

**feu à toutes les prisons - vive la liberté**



# Pour briser la révolte, le pouvoir veut une maxi-prison

*Dedans comme dehors, personne ne peut être libre à l'ombre d'une prison*

## Une nouvelle prison contre la révolte à l'intérieur...

Depuis quelques années, les murs des prisons sont percés par des révoltes, des mutineries et des évasions. Des prisonniers rebelles ont démolé des infrastructures carcérales, allumé des feux, refusé de réintégrer les cellules après le préau, sont montés sur les toits pour marquer leur rage. Ils ont pris des matons en otage, ouvert les portes des cellules pour tout le monde sur la section, attaqué la police en intervention. Le pouls s'accélère, la respiration devient plus profonde. Dans la révolte, nous découvrons la liberté.

A l'extérieur des murs aussi, certains serrent les poings et passent à l'offensif. De manifestations en attaques contre les entreprises qui font leur beurre sur l'enfermement. D'embuscades contre les matons au mitraillage de la porte de la prison

de Forest et des bombes sur le chantier de la nouvelle prison de Marche. De l'organisation d'évasions en émeutes dans les quartiers. Les murs des prisons se sont souvent avérés de ne pas être assez costaux.

Mais face à la révolte, il y a la répression. L'État l'annonce depuis moment: la construction de 13 nouvelles prisons modernes et efficaces. Certaines sont déjà en construction, pour d'autres le gouvernement cherche encore des sites. Mais il est certain qu'à Bruxelles aussi, le pouvoir veut une nouvelle prison, la plus grande de toutes. Il veut la construire sur le territoire de la commune de Haren, entre Evere et Schaerbeek. Là où on peut aujourd'hui encore se promener dans le dernier bout de vert de Haren et contempler l'horizon, ils veulent ériger des murs; des murs et encore des murs.

## ... et contre la révolte à l'extérieur

Ce n'est pas seulement pour dompter la révolte à l'intérieur des prisons que l'État veut construire cette nouvelle maxi-prison. Cette prison deviendra aussi un élément indispensable dans ce que les puissants sont en train de faire en général.

Ici à Bruxelles, le pouvoir est en train de mutiler une population entière, sans honte. Des projets de construction pour les puissants et leur fric poussent comme des champignons pendant que le Bruxelles d'en bas est enfoncé encore plus dans la misère; les loyers augmentent, les allocations et les salaires diminuent. Les conditions de travail se dégradent, les lois sur l'immigration se durcissent.

Là où s'impose la fortune, le pouvoir a besoin de se protéger des opprimés, de protéger lui-même et sa propriété. Car le vol et la révolte sont toujours possibles. La brutalité des sales keufs va de pair avec la lâcheté de leurs caméras et celles des bourgeois du coin. La nouvelle prison à Haren servira dans l'avenir à enfermer au moins 1200 personnes. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de coups à endurer, pas assez de misère et de souffrance !

Aussi dans cette ville, qui commence à ressembler toujours plus à une prison, c'est la révolte qui nous donne de l'oxygène. La révolte contre les responsables de cette vie enchaînée. La révolte contre les milliers de murs qu'ils ont construits, partout autour de nous. La révolte pour pouvoir être libre, pour pouvoir respirer en être libre.

Nous invitons donc tout le monde à lutter contre ce projet affreux de construire une maxi-prison à Bruxelles. Face à l'arrogance illimitée du pouvoir, c'est à nous qu'il incombe de rassembler notre courage.



## Pas de maxi-prison à Bruxelles !

Sur tout le territoire du pays, l'État est en train de construire des prisons. En tout, il voudrait ouvrir treize nouvelles taules.

À Haren, au nord-est de Bruxelles, l'État prévoit la construction d'un complexe carcéral géant.

Si on les laisse faire,

- le complexe enfermera au moins 1200 hommes, femmes et mineurs
- le terrain de 66.000 m2 comprendra deux maisons d'arrêt pour hommes, une prison pour hommes, deux entités pour femmes et des enfants, une entité pour mineurs, une prison psychiatrique et un tribunal pour éviter les transferts
- les travaux de construction débuteront au cours de 2014, sur un terrain insalubre qui est infesté d'amiante, à côté d'une installation de gaz. Les entreprises toucheront 300 millions d'euro pour construire cet horreur.

Dans la même zone se trouve déjà l'énorme gare de triage Schaerbeek-formation, 1 km à côté se trouve le nouveau siège principale de l'OTAN et à 600 mètres de l'autre côté, un centre commercial géant Uplace risque également d'être construit. Commerce, guerre, enfermement, y-a-t-il une limite aux atrocités qu'ils veulent nous faire subir ?

Dans un moment où les profits de certaines entreprises ne semblent plus connaître de limites, où on nous fait subir toujours plus de mesures d'austérité, l'État met le gros lot de son fric dans la répression et l'enfermement.

Nous ne voulons pas survivre dans une vie qui consiste à travailler et consommer toujours plus. Nous voulons vivre, et pour cela, nous nous battons avec rage et amour.

**Cette prison ne sera pas  
construite sur  
notre résignation !**



L'État veut construire 13 nouvelles prisons, dont une au nord de Bruxelles, à Haren. Soi-disant pour fermer St gilles et Forest. Ce projet nous fout la rage ! La taule de Haren sera la plus grande prison jamais construite en Belgique. Elle pourra enfermer au moins 1200 personnes, et concentrera la plupart des régimes carcéraux qui existent : des femmes, des mineurs, des prévenus en attente de jugement, des personnes sous internement psychiatrique. Et même un tribunal pour ne plus avoir à faire de transferts.

*Contre la construction d'une maxi-prison et tout ce qui nous opprime*

Nous luttons contre ce projet parce que les taules nous font horreur, que nous ne voulons d'aucune prison, pas même des nouvelles hyper modernes et des mensonges d'humanisation qui vont avec. Ils veulent nous endormir avec leur discours, mais une cage reste une cage. Les prisons, servent à enfermer ceux qui nuisent au pouvoir. Ils sont privés de leur liberté de mouvement et parqués comme des chiens, cachés derrière des murs, pour bien nous faire comprendre ce que ça coûte de pas respecter les lois. Régulièrement, des personnes sont torturées par les matons qui se croient tout permis. La loi couvre les tabassages, et les scandales qui éclatent de temps à autre le prouvent bien. L'État se garde le monopole de la violence pour nous maintenir sous contrôle et que nous restions de bon petits citoyens obéissants et travailleurs. Et les autres finiront au trou !

Nous ne luttons pas pour « dénoncer les mauvais traitements », ni exiger de meilleures conditions de détention, une meilleure police ou un capitalisme moins brutal. On n'a aucun espoir que l'État nous écoute, on n'a rien à attendre ni à demander. Que ce soit en Grèce ou en Espagne, y'a des milliers de gens dans les rues, qui expriment leur dégoût et leur colère, et l'État leur envoie les keufs et multiplie les mesures d'austérité. En vrai, la répression devient de jour en jour plus présente, et le pouvoir lui, renonce à aucun de ses projets pour faire toujours plus de fric. On licencie des milliers de personnes d'un côté, et on construit des taules de l'autre. La crise c'est pas dans le sécuritaire, on pourra devenir maton, vigile, ou contrôleur ! Mais si on mange pas de ce pain là, et qu'on choisit la débrouille en marge de la loi, ce sera p'têt les anciens collègues de boulot qui auront les clés de notre cellule...

On est tellement scotché dans la survie que c'est dur de capter ce qui se trame. Et ça, c'est tout sauf un hasard. On est tellement moins dangereux abruti par le taf, la télé et les pubs ! Obligé de trouver du fric, de travailler pour payer notre vie de galérien, notre loyer toujours trop cher pour un espace minuscule, notre bouffe pleine de poisons. On nous bourre le crâne jusqu'à ce qu'on trouve ça normal de passer notre vie à taffer et à se consoler en achetant des télé, des portables et des fringues. On veut nous dresser à coup de propagande. Citoyens par ci, intégration par là, droit de vote, « liberté » de manifester, « liberté » de s'exprimer. On nous a tellement répété que la démocratie c'était mieux que la dictature qu'on n'ose même plus réfléchir à ce que ça veut dire « liberté » .

Mais qu'est ce qu'on attend ? Des gens torturés à mort par les keufs, ou qui se font tabasser salement dans les cachots, y'en a déjà. Des caméras pour nous surveiller, y'en a déjà. Et des flics avec des uniformes de toutes les couleurs à tous les coins de rue pour que ça fasse pas trop peur aux touristes, aussi. Y'a tout un paquet de prisons qui se prépare ! Tout est mis en place pour qu'on accepte bien gentiment de faire tourner ce monde de merde.

On subit tous les jours. Tout le monde en bave, c'est chacun pour soi alors que tout le monde galère. Mais tant qu'on est vivant, on a la possibilité de reprendre sa vie en main. Comme en Egypte ou en Tunisie, un petit accrochage peut embraser la ville. Tous les pouvoirs gardent bien en tête que ça peut péter d'un moment à l'autre. Ceux qui ont la puissance et le fric ne sont pas prêts à lâcher leurs privilèges. Ils font tout pour écraser les possibilités de révolte, parce qu'ils savent très bien que leur pouvoir n'est pas indestructible. Ils voudraient canaliser nos rages pour qu'on respecte les «lois» et «la démocratie», et qu'on perde notre temps avec des partis politiques ou des syndicats, à faire semblant d'améliorer le quotidien. C'est juste une façon de plus pour qu'on reste calme, et que toute cette colère qu'ils créent ne se transforme pas vraiment en menace. Mais on n'a pas besoin de ça. On n'a pas besoin de chef, pour nous dire quoi faire et comment, même si on arrête pas de nous faire croire que la hiérarchie c'est indispensable. On peut décider pour nous mêmes. On peut très bien s'organiser, en se rencontrant, et même en petit nombre, discuter de tout ce qui peut être fait.

Parce que cette nouvelle taule va pas seulement nous compliquer la vie.

Parce qu'elle va aussi rajouter une couche de souffrance, puisque ce sera 1200 personnes en plus dans les cages de l'Etat. Parce que la vie s'annonce de plus en plus difficile, et que de plus en plus de personnes vont se retrouver avec la menace de la taule au dessus de leur tête.

Parce que le pouvoir a besoin de cette taule pour nous faire peur et qu'on se tienne tranquille.

Cette prison ne sera pas construite sur notre résignation. Ce chantier peut être empêché, mais surtout, le pouvoir est partout autour de nous, et partout où il est, il peut être attaqué. Il n'y aura jamais assez de flics pour surveiller tout qui permet à la ville de nous étouffer. Soyons ingouvernables, et attaquons tout ce qui nous détruit !

# Dessine-moi une cage

*Contre les constructeurs de nouvelles prisons*

Plusieurs nouvelles prisons sont en construction. Une maxi-prison est ainsi prévue à Haren, au nord de Bruxelles. L'État compte de cette manière renforcer son arsenal répressif et faire peser l'ombre de la taule sur toujours plus de personnes. Toute prison respire la souffrance, toute prison est un puits où l'on cherche à cacher la misère de cette société aux yeux du bon citoyen. Plutôt que « résoudre » les problèmes, la prison les met à l'écart, et ce n'est qu'une question de temps avant que la balle maintenue sous l'eau ressurgisse pleine de force.

Nous sommes contre la prison, parce que nous pensons que le seul remède aux maux de la société, c'est la liberté, et donc la destruction de toute oppression et exploitation. Nous nous opposons donc à la construction des nouvelles prisons qui ne tombent pas toutes faites du ciel, mais nécessitent de la main d'œuvre des entreprises et des architectes. Aucune prison ne saurait être construite sans le concours de ces vautours de la misère humaine. Celui qui dessine des cages sait qu'il collabore à l'édification d'un lieu où souffrance ramera avec torture, isolement avec suicide, pleurs avec rage. Celui qui construit des cages sait qu'il s'expose à la poésie armée de ceux qui se battent pour la liberté. Celui qui étudie les meilleures façons architecturales pour désorienter les détenus, briser la personnalité du prisonnier et mater la révolte, sait qu'il sera traité en ennemi par ceux qui ne sont pas prêts à rejoindre les rangs des exploités muets et résignés.

Actuellement, la construction de nouvelles prisons se caractérise aussi par une nouvelle donne : les entreprises appelées à construire les prisons resteront en même temps propriétaires des bâtiments. De son côté, l'État louera les cellules. Ce n'est pas dur de comprendre que les entreprises auront tout intérêt à ce que les nouvelles prisons soient remplies au plus vite. L'État enferme pour se protéger, et les entreprises pour réaliser des profits. Argent et pouvoir marchent toujours main dans la main.

S'opposer aux nouvelles prisons passe logiquement par s'opposer à ceux qui les dessinent, les construisent, les financent, les entretiennent et les gèrent. Chaque coup porté contre les collaborateurs de l'œuvre répressive de l'État est une façon de saboter les chantiers des prisons. Ils ne pourront jamais protéger tous les véhicules, engins, bureaux, petits chantiers, matériels, intérêts, filiales des constructeurs des prisons. Faire fondre le tissu économique autour de la construction des prisons se révèle donc un angle d'attaque intéressant, et à portée de tous, pour mettre son grain de sable contre la machine à enfermer.

En ce qui concerne la future maxi-prison d'Haren, la Régie des Bâtiments, commanditaire de cette horreur carcérale, vient de choisir son partenaire économique. Il s'agit du consortium Cafasso, comprenant les sociétés suivantes : FCC Construction et Denys (construction) ; Buro II & Archi+I et EGM (architectes) ; Derveaux (Ingénieurs) ; Marcq & Roba, Aracadis Aquamen, Ares et MOOcon (advisers et promoteurs). Qu'ils ne dorment pas tranquilles, comme les prisonniers qu'ils comptent enterrer.

## Quelques constructeurs de prison faciles à reconnaître et à trouver...

Pour une liste plus complète, allez sur le site [www.lacavale.be](http://www.lacavale.be)

**DENYS**





## Une cage en or reste une cage

*Enfermer humainement, ça n'existe pas !*

*La Régie des Bâtiments, gérant de l'immobilier de l'Etat et commanditaire d'œuvres d'intérêt public, a défrayé la chronique avec les premiers dessins de la future maxi-prison de Bruxelles. Sur ces images : de souriants hôtes de la prison, aucun gardien visible, des murs « intégrés dans l'environnement existant », vert naturel, des bâtiments à l'échelle d'un village. On dirait une colonie de vacances. Le communiqué officiel se vante de « l'humanité » de ce nouveau projet, d'une nouvelle façon de « vivre en milieu pénitentiaire »...*

Celui qui contrôle le sens des mots s'assure d'une capacité considérable de maîtrise des esprits. Ainsi, le pouvoir a toujours cherché à donner aux mots le sens qui l'arrange. Les guerres menées par l'Occident ne s'appellent plus « guerres », mais « interventions humanitaires ». Les centres fermés pour illégaux ne sont pas des prisons pour des gens qui n'ont pas le bout de papier requis, mais des « centres d'accueil pour réfugiés ». La justice sociale n'est pas ce que chacun entend par être « juste », mais la Justice avec ses lois et ses juges. On pourrait dresser tout un dictionnaire des mots du pouvoir qui exercent une influence profonde sur nos capacités à réfléchir et à discuter.

Pourtant, c'est au contact de la réalité et de la vigueur des idées que les mots tendent à reprendre leur véritable sens. L'aberration qui consiste à enfermer un être humain dans une cage et à le soumettre à un contrôle total, peut bien se retrancher derrière des gros mots comme « protection de la société », « punition des délinquants », ou tenter de se justifier par « un accompagnement vers la réinsertion », « un environnement humain et vert », est-ce que cela n'en reste pas moins une aberration ? La politique « humaine » d'incarcération, que l'Etat brandit comme un étendard, ressemble à un manuel pour repeindre les cages en rose.

Force est de constater que les cages ne sont pas que physiques. Une cellule a quatre murs, mais dans la tête, les murs, les grillages et les barbelés se comptent par centaines. La prison ne devient acceptable que si on accepte la société actuelle comme inéluctable. Enfermer quelqu'un n'est envisageable que lorsqu'on croit que la liberté se trouve dans le code pénal. Condamner la délinquance n'est possible qu'en écartant de la définition de ce terme tous les méfaits et les crimes, bien plus importants, des Etats et des capitalistes. Menacer un employé de banque pour le

forcer à ouvrir un coffre-fort est un grand crime puni par la loi, exploiter des milliers de travailleurs et empoisonner la terre, c'est le « libre marché ». Comme le résumait Stirner en 1844 : « Aux mains de l'individu, la force s'appelle crime. Aux mains de l'Etat, la force s'appelle droit. »

Mais pour en revenir à notre « paisible village pénitentiaire », comme le pouvoir nomme la future plus grande prison de Bruxelles, regardons (une fois n'est pas coutume) d'un peu plus près le refrain du plus réaliste des réalistes, la chanson ennuyeuse de ceux qui ont perdu toute capacité à rêver et à se battre à corps perdu pour leurs idées d'émancipation. Admettons que les cellules de cette nouvelle prison seront moins grises, que les détenus y auront plus accès aux soins et aux activités, qu'au lieu de compter les jours à l'ombre d'un grand mur désespérant, on y verra quelques rayons de soleil et des cimes d'arbres. Tout cela ne sera possible qu'au prix d'un contrôle plus profond, omniprésent, et d'une aseptisation des rapports humains. Le but avoué de toute incarcération est de briser la personnalité de la personne jugée « criminogène ». Vu la résistance que des individus opposent à ce lavage de cerveau, le pouvoir mène continuellement de nouvelles expérimentations. De l'isolement total et la privation sensorielle, comme dans les modules de Bruges et de Lantin, en passant par le traitement médical et le dopage généralisé, jusqu'aux prisons « humaines » de demain. Nous n'avons pas non plus oublié comment le nouveau centre fermé de Steenokkerzeel avait également été présenté comme « un centre humain ». La dure réalité de l'incarcération avec son lot de tabassages, de désespoir, de « suicides », n'a pas tardé à arracher ce masque, pour faire apparaître ce centre pour ce qu'il est vraiment : un camp de concentration pour étrangers. Celui qui se laisse duper par les formes, oubliera le fond. La nouvelle politique pénitentiaire affichée par l'Etat n'a pas d'autre but.

Avec ses prétentions humanistes, il tente de désamorcer toute critique radicale de la prison, radicale au sens où elle va jusqu'à la racine de la question. Ainsi, ils auront beau camoufler leurs filets anti-hélicoptères qui ne laissent entrevoir le ciel qu'à travers des mailles, comme des pare-soleil, ils peuvent même peindre les murs en vert ou attacher des nounours aux barbelés, cela ne changera rien au fait que ce monde ne saurait défendre les privilèges

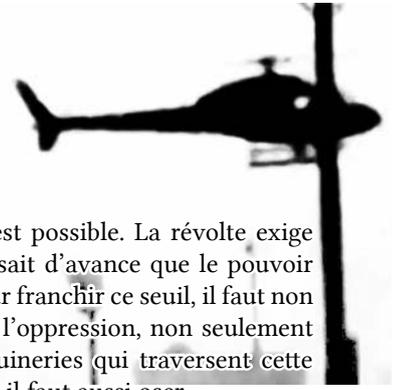
de quelques riches et puissants sans pratiquer l'incarcération de masse. On voit d'ailleurs bien comment l'enfermement judiciaire se répand à travers toute la société, bien au-delà des murs des prisons : bracelets électroniques, peines de travail, suivi psychologique obligatoire,... Critiquer radicalement la prison, c'est s'attaquer à sa raison d'être, et sa raison d'être n'a rien d'humaniste ou d'extravagant, elle se résume à la nécessité pour l'Etat de gérer les contradictions sociales que le système génère, et de mater les révoltes qui le remettent en question. Point barre.

Depuis de bien longues années, les mutineries et les révoltes se déchaînent dans les prisons, des individus récalcitrants s'y battent pour préserver leur dignité et résister au monstre carcéral. Les dessins enjolivés de la future prison de Bruxelles ne peuvent pas faire oublier toute la palette répressive d'isolement, de punitions, de cachot, d'interdiction de visites, de tabassages et de dopage mise en œuvre dans les prisons pour mater les velléités de révolte, et pour dompter les cris de liberté.

Une lutte est en cours pour empêcher la construction de cette maxi-prison. Maintenant, c'est donc aussi devenu un combat pour le sens des mots. Soit ! On se battra pour continuer à crier que la liberté ne réside pas dans la loi, que la prison n'est pas une colonie de vacances. Face aux arguments de la machine de propagande étatique, le mieux est de rester muets et de trouver ailleurs des espaces autonomes et libres, où le sens des mots est forgé par la bataille quotidienne contre toute exploitation et toute oppression. Loin des projecteurs du spectacle de la politique et de son double discours, la lutte tente de se frayer un chemin dans la rue, et de détruire ce qui nous détruit.



## Courage



Sans courage, aucune révolte n'est possible. La révolte exige qu'on franchisse un seuil, et on sait d'avance que le pouvoir n'appréciera guère un tel pas. Pour franchir ce seuil, il faut non seulement ressentir l'injustice et l'oppression, non seulement être dégoûté de toutes les mesquineries qui traversent cette société de fric et de pouvoir, mais il faut aussi oser.

Ici, je ne parle pas du courage comme on l'entend souvent, le courage de celui qui frappe en premier, de celui qui montre ses muscles. Je parle du courage de se regarder avec lucidité dans un miroir, l'audace d'avoir des idées à soi et de les assumer. Le courage est facile quand on va dans le même sens que la masse amorphe, de la société ou de la morale dominante. Mais ce n'est pas le véritable courage : ça, c'est le « courage » du soldat qui exécute des ordres, celui du mouton qui bêle avec le troupeau. C'est exceller dans l'obéissance. Ce que j'entends, moi, par « courage », c'est oser aller à contre-courant, avoir le courage de ses propres idées et ne pas reculer devant les conséquences logiques de ces mêmes idées. Si, par exemple, on est contre l'oppression, tout en sachant que cette oppression dérive notamment de l'État (peu importe qu'il se nomme démocratique, dictatorial, populaire, islamique, socialiste ou catholique, car tout État enferme, punit, réprime, contrôle, impose, extorque, torture, exploite), on peut alors faire deux choses. Soit se dire qu'on ne peut pas affronter un monstre de la taille d'un État, et donc se résigner puis enfouir ses idées quelque part ; soit se dire franchement : si je suis contre l'oppression, je dois faire tout ce que je peux pour le détruire. Et pour ce faire, il faut avoir le courage de persévérer dans cette idée, dans cette conviction, malgré l'éventuelle répression, prison, exclusion sociale ou incompréhension de son propre entourage.

Le courage, ce n'est donc pas avoir de grosses couilles et appuyer sur une gâchette. Cela, n'importe qui peut le faire, et en premier lieu le si détestable policier. Le courage, c'est de suivre son propre chemin en affrontant, avec audace, les obstacles qui se présentent devant nous. C'est faire ce que tu penses juste, correct, cohérent, alors que tout le monde te le déconseille ; c'est ouvrir sa bouche quand tout le monde la ferme ; c'est attaquer ce qui nous rend esclave (le travail, la prison, l'école, la consommation), même quand les autres esclaves sombrent sans broncher dans leur soumission.

C'est pour cela que la révolte n'est pas possible sans ce courage dont je parle, qui n'est pas non plus celui du martyr qui se sacrifie, mais celui de l'individu qui prend sa vie en main. Ce courage, je le découvre chez d'autres individus quand ils ne trimbalent pas mille excuses pour ne rien faire, quand ils n'invoquent pas la toute puissance du patron, du politicien, du flic pour légitimer la passivité ambiante, quand ils osent se mettre en jeu pour lutter pour la liberté, la leur et celle de tout le monde. Il est rare, ce courage, mais il n'est pas hors de portée, il n'est pas inné. En empruntant le difficile chemin de réfléchir, de discuter, de s'efforcer d'identifier les sources de l'exploitation et de l'oppression, en s'inspirant de la révolte d'autres individus, et en palpant la solidarité qui défie les lois, ce courage pourra même enflammer nos cœurs.

# Pourquoi sommes-nous contre la prison ?

*Des réflexions qui alimentent nos combats*

Disons les choses simplement, puisque nous sommes des esprits simples. Une foule de législateurs, de politiciens, d'experts, d'intellectuels et d'autres défenseurs des idées autorisées ont délibérément compliqué les questions, faisant se sentir stupides et inférieurs tant d'hommes et de femmes qui se sont toujours référés au seul livre où l'on peut trouver quelques réponses : celui de l'expérience vécue.

*Ils disent que la prison est nécessaire pour punir ceux qui transgressent les règles de la société.*

Voyons voir, le concept de « règle » suppose qu'il y ait un libre accord à la base de cette société, un ensemble de normes qui sont volontairement partagées par les individus qui la composent mais en est-il vraiment ainsi ? Les gouvernements représentent-ils vraiment la volonté des gouvernés ? Le pauvre consent-il de bon gré à ce que le riche s'enrichisse sur son travail ? Le voleur volerait-il s'il avait hérité une usine de son père ou s'il pouvait vivre d'une rente ?

En réalité, telle que cette société fonctionne, nous ne pouvons que décider de comment nous comporter face à des lois que d'autres ont établies pour nous, et qu'un gouvernement a imposées à l'immense majorité des femmes et des hommes.

Avant de se demander s'il est juste ou non de punir par la prison celui qui a enfreint la règle, il convient de se demander : qui décide – et comment – des règles de cette société ?

*Ils disent que la prison protège de la violence.*

Mais est-ce le cas ? Pourquoi les pires des violences – nous pensons aux guerres ou à la faim imposée à des millions de personnes – sont-elles parfaitement légales ?

La prison ne punit que la violence qui pose problème à l'Etat et aux riches et utilise certaines formes de violence interpersonnelle (par exemple des viols ou des actes particulièrement cruels) pour enrayer la critique de la prison : « oui, mais que ferait-on des violeurs aussi non ? » Alors que la violence structurelle de la société est défendue tous les jours par la prison.

Quelqu'un qui fabrique de la fausse monnaie est beaucoup plus lourdement puni que celui qui commet un viol ; quelqu'un qui vend des quantités hallucinantes de drogues est souvent moins lourdement puni que quelqu'un qui braque une banque. Ceci n'est évidemment pas un hasard : la loi sert surtout à défendre la propriété et pas le bien-être des individus. Et la propriété, le fait que quelques-uns possèdent beaucoup tandis que beaucoup n'ont que peu, est la plus grande violence et est la cause de la grande majorité des « crimes ». La prison protège donc la violence structurelle de ce système.

*Ils disent que la loi est la même pour tout le monde.*

Et pourtant en prison, il n'y a pratiquement que des femmes et des hommes sans formation, immigrés ou enfants d'ouvriers, la plupart incarcérés pour des délits contre la propriété, donc des actes profondément liés à la société dans laquelle nous vivons, au besoin qui la fait tourner du matin au soir : celui de trouver de l'argent. Et nous n'avons pas encore parlé des nombreux prisonniers qui seraient dehors (ou auraient écopé des dites peines alternatives) s'ils avaient tout simplement eu assez d'argent pour se payer un bon avocat.

*Ils disent que la prison aide à se racheter ou à se réintégrer dans la société.*

Le système carcéral est une manière de soumettre les individus à une comptabilité pénale digne d'une foire : tel crime, tant d'années. La prison empêche les gens de vivre les conflits du début à la fin, de les résoudre (ou non), d'y réfléchir. Comme si l'enfermement pouvait résoudre quoi que ce soit à la place des gens. De plus, qu'y a-t-il de pire que d'être séparé de ses semblables pendant des années et ne rien pouvoir faire de passionnant, condamné à faire passer le temps, éduqué à faire semblant devant l'assistant social ou le psychologue, habitué à toujours se soumettre au supérieur ?

Et puis il reste encore la question qui n'est jamais posée : quelle intégration ? Dans quoi ? Dans une société si précieuse, dispensatrice de



valeurs si élevées et de relations si égalitaires ? Cette société est bâtie sur l'oppression et dirigée par des valeurs qui maintiennent l'inégalité et l'exploitation. Ainsi, cette société produit la misère quotidienne, de laquelle proviennent et à laquelle retournent beaucoup de prisonniers.

*Nous sommes contre la prison* parce qu'elle est née et elle s'est développée pour défendre les privilèges des riches et le pouvoir de l'Etat.

*Nous sommes contre la prison* parce cette société est basée sur l'argent et la concurrence et que nous voulons vivre dans un monde basé sur la liberté et la solidarité, ce qui est irréconciliable avec toute forme d'enfermement.

*Nous sommes contre la prison* parce que nous voulons un monde dans lequel les accords réciproques sont les fondements du vivre ensemble.

*Nous sommes contre la prison* parce que même le pire des crimes a quelque chose à nous apprendre sur nous-mêmes, sur nos peurs, sur nos faiblesses et ça ne sert à rien de le cacher derrière les murs.

*Nous sommes contre la prison* parce que les plus pourris sont ceux qui en détiennent les clefs.

*Nous sommes contre la prison* parce que rien de bon n'a jamais grandi sur la coercition et sur la soumission.

*Nous sommes contre la prison* parce que nous voulons changer radicalement cette société (et par conséquent transgresser les lois), pas nous intégrer pacifiquement dans ses villes, dans ses usines, dans ses casernes, dans ses supermarchés.

*Nous sommes contre la prison* parce que le bruit de la clef dans la serrure d'une cellule est une torture quotidienne, l'isolement une abomination, la fin de la visite une souffrance, le temps enfermé un sablier qui tue à petit feu.

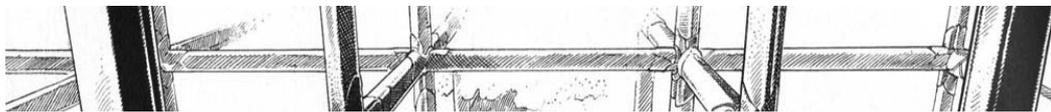
*Nous sommes contre la prison* parce qu'elle nous a arraché trop de jours, de mois, d'années ou d'amis, d'inconnus, de compagnons.

*Nous sommes contre la prison* parce que les gens que nous avons rencontrés à l'intérieur ne nous ont semblé ni meilleurs, ni pires que ceux qui croisent notre existence dehors.

*Nous sommes contre la prison* parce que la nouvelle d'une évasion nous donne plus chaud au cœur que la première journée de printemps.

*Nous sommes contre la prison* parce que le sens de justice et d'équité ne sera jamais contenu dans aucun code pénal.

*Nous sommes contre la prison* parce qu'une société qui a besoin d'enfermer et d'humilier est elle-même une prison.



Monte dans le bus. Fais un trajet à travers leur ville. Des gratte-ciels de béton reluisant et de verre dur comme l'acier. Le centre-ville est un centre commercial en plein air. Des pavés et des pierres moyenâgeuses authentiques comme décoration. Une petite pelouse circonscrite et liserée comme alibi vert.

Des réseaux au-dessus de nos têtes, des réseaux souterrains. Ils dressent des frontières, divisent le territoire, contrôlent, excluent. Comme un réseau invisible avec cartes de crédit comme voie d'entrée. Comme les portiques vers un réseau où personne ne reste invisible. Transports en commun, transport de masse pour en permanence fournir du combustible à l'économie.

La ville comme environnement hostile.

Des gens se croisent mais ont la tête empêtrée dans des réseaux de communication.

Des gens se heurtent. Comportement agressif.

Des bornes enregistrent les déviances, stockent tout dans leurs bases de données. Des gilets rouges, des pardessus violets, les bras croisés, une voiture qui passe lentement – un trait bleu, engrais pour des chimères paranoïdes pouvant à tout moment devenir réalité.

Mixité sociale, c'est l'excuse pour un harcèlement des pauvres. Multiculturel, c'est ce que dit le prospectus de vente : le matin chez le boulanger marocain, le soir dans un resto libanais ou pourquoi pas, chinois. Les commerçants comprennent bien cet atout.

Le citoyen qui a promis loyauté à la démocratie a son mot à dire devant les caméras de la télé, ou, à défaut de celles-là, il appuie sur le bouton réaction afin de ventiler une nouvelle fois son opinion.

Regarde autour de toi, ne rate pas le picture opportunity, respire, mais pas trop profondément. L'oxygène dans tes poumons est une source constante de cancers. L'air de la ville est, comme la ville elle-même, une contradiction en soi. Une métaphore pour la vie et la mort, le chaos et l'ordre, en conflit permanent.

Promène-toi avec moi, jette un œil sur ma ville. J'ai retouché ici et là ses couleurs. Car après que les cityplanners aient usé de toute leur créativité perverse, attisée par le pouvoir et l'argent, c'est mon tour.

Pas de conneries artistiques, pas de contribution à ou d'embellissement de.

Pour des couleurs rassurantes, tu t'échappes derrière ton écran de télé. Sinon, éléments perturbateurs pour les esprits qui ne comprennent que l'ordre. L'idéologie de la propreté, c'est l'idéologie du contrôle, c'est l'idéologie de l'ordre public, c'est l'idéologie de l'Etat. Donc, les battements de mon cœur s'accélèrent quand je l'aperçois, cet acte.

Quelqu'un qui a colorié hors les lignes.

La ville comme endroit où des individus nourrissent obstinément le désordre.

Pour le moment, c'est la ville de l'ordre qui l'emporte. Jusqu'à un moment de désordre organisé. Jusqu'à une rencontre de ces actes et de ces individus.



# Bruxelles d'en bas ne se rendra pas

Combattre le réaménagement urbain et le contrôle

*L'ordre doit régner, c'est l'obsession de tout pouvoir. Endiguer et anéantir le désordre, comme celui qui existe encore dans cette capitale de l'Europe, un désordre qui nous permet de respirer encore un peu dans un monde asphyxié, est alors une préoccupation permanente. Ça passe ou ça casse.*

Parfois, submergés dans les soucis du quotidien, on a tendance à oublier que les puissants ont des idées pour l'avenir de Bruxelles, car les mots qu'ils utilisent pour qualifier leurs projets resteront toujours difficiles à comprendre pour ceux qui vivent en bas. Ce n'est pas qu'ils seraient plus intelligents, plus érudits, mais tout simplement, ils parlent un autre langage. Pensez simplement à cet énorme monstre qu'est le Palais de Justice, plombant les quartiers bruxellois, symbole d'un pouvoir qui se veut omniprésent. Aujourd'hui, ce n'est pas un nouveau Palais de Justice qu'ils construisent, ce sont des dizaines de projets de réaménagement. La zone autour de la gare du Midi transformée en quartier d'affaires. Les abords du canal destinés à devenir quartiers branchés. A coups de projets de réaménagement, d'îlots d'appartements clôturés et sécurisés, ils pensent pouvoir nettoyer Cureghem, un des foyers de révolte viscérale. Entre-temps, le quartier européen devient petit-à-petit une forteresse, accessible uniquement aux politiciens, eurocrates, journalistes, fonctionnaires.

Mais ce n'est pas tout. Bruxelles est un mélange improbable, traversé de contradictions criantes : grandiose capitale de l'Europe et de la Belgique, mais qui en même temps compte la population la plus pauvre et démunie de toute la Belgique. Siècle de l'OTAN, l'alliance des assassins en kaki, et en même temps une ville où le dégoût pour tout uniforme est plus courant que l'amour pour l'ordre. Plateforme des relations internationales entre les Etats, d'accords économiques, de trafics à grande échelle et, en même temps, carrefour où se rencontrent des gens du monde entier, mais du monde d'en bas, tous porteurs de leur histoire, de leur vécu, de leurs douleurs et espérances, de leurs révoltes aussi.

Bruxelles se compte certes parmi les endroits où la révolte couve en permanence. Prête à exploser, comme une bombe à retardement. Car du mélange entre le désordre qui nous fait vivre dans les rues de Bruxelles et la misère à laquelle nous essayons de survivre, le pas vers l'insurrection contre le pouvoir est franchissable. Et c'est exactement cette possibilité, ce spectre d'une révolte d'en bas, que le pouvoir veut conjurer. Le projet de l'avenir pour Bruxelles, dans les rêves de la caste dirigeante, c'est la pacification, c'est l'effacement de toute velléité de révolte dans cette population récalcitrante. Et ce projet est un ensemble de choses. Ce n'est pas seulement la reconfiguration urbanistique de la ville comme dit plus haut, mais c'est aussi sa sécurisation : des caméras de surveillance partout, un réseau de transport en commun ultra-contrôlé, une police conçue comme une armée d'occupation. Et n'oublions pas la construction annoncée d'une méga-prison, la plus grande de Belgique, au nord de Bruxelles. En fait, la méga-prison est à l'image du grand projet pour Bruxelles : la ville comme grande prison à ciel ouvert.

Il s'agit donc de comprendre comment tous les mesures, tous les projets d'Etat, toutes les directives des diffé-



*Quand en 1883, après des longues années de résistance, le pouvoir s'apprête à ouvrir officiellement le grand Palais de Justice plombant le quartier populaire des Marolles, des escadrons militaires sont déployés pour éviter tout débordement, par crainte de ceux d'en bas. Malgré les militaires, malgré les barbelés, malgré les barrages, une foule enragée sac-cage entièrement le Palais de Justice, le premier jour de son ouverture. Les hauts dignitaires, les juges, les chefs de police, les politiciens fuient en tout hâte pour échapper à la soif vengeresse de la populace qu'ils détestent tant.*

rentes polices, font un ensemble, destiné à endiguer le désordre et prévenir une explosion sociale à l'image de celle de la place Taksim en Turquie il y a quelques mois ou celle de Londres en 2011. Les combats à mener seront virulents, mais un choix préalable s'impose : soit accepter et courber l'échine, soit se défaire de toute illusion, de toute confiance dans le pouvoir et se placer carrément sur le champ de la révolte. Au quotidien. Pas comme une bataille en vain, où on lutterait désespérément contre la marée qui monte, mais comme un cri de vie, une affirmation de la liberté que nous voulons, du désordre des désirs qui courent dans nos veines. Les mi-chemin entre la résignation et la révolte, terres fertiles des compromis et de la politique, ne sont même plus envisageables. Les illusions d'une intégration, d'une amélioration des conditions de vie, d'une entente entre les revendications d'en bas et les intérêts d'en haut fondent comme de la neige au soleil. Du côté du réformisme, du petit-à-petit, des manœuvres politiques, du respect de la paix sociale en échange de quelques promesses, il n'y a plus rien à espérer. Plus tout pointe en direction de la pacification, du sacrifice de tous au nom de l'économie et du contrôle, plus nous devons tendre vers la révolte, se préparer au soulèvement, saisir toute occasion pour passer à l'attaque contre l'ordre de ce monde. Et ce n'est pas un vain espoir en l'air, pas un vœu dans le vide, mais une possibilité concrète.

Alors, comment procéder pour combattre leur projet de prison à ciel ouvert ? Il faut tout d'abord se défaire de la mauvaise habitude de l'obéissance qui persiste. Il n'y a aucune grande organisation à rejoindre ou à construire, ni des leaders ou des chefs à suivre. Il n'y a pas de revendications à rédiger ou à souscrire,

pas d'institutions sur lesquelles faire pression. Il faut abandonner définitivement le terrain de la fausse contestation démocratique, électorale ou pas.

Contre leur prison à ciel ouvert en construction, l'insurrection est nécessaire, une insurrection qui balaye violemment les fondements de leur monde qui nous encage. Mais l'insurrection n'est pas un grand moment à attendre patiemment, elle commence aujourd'hui. Elle est comme une tâche d'huile qui peut se répandre à n'importe quel moment. Que ceux qui sont prêts à l'attaque se rencontrent et forment des petits cercles. Qu'ils réfléchissent à où et comment attaquer déjà maintenant le pouvoir et ses représentants. Que ces petits cercles passent ensuite à l'action, donnant ainsi aussi du courage et de l'inspiration aux autres. Qu'entre ces cercles naisse une complicité contre le pouvoir, qui permettra de prendre soin les uns des autres aux moments difficiles et de passer au moment propice à des attaques plus amples contre ce qui nous opprime. Voilà les petites étincelles qui peuvent enflammer toute la prairie.

*Bruxelles d'en bas ne se rendra pas.*



## De chantier en chantier...

*A propos de la construction d'une prison à ciel ouvert*

La ville est toujours en transformation. Cette transformation peut parfois paraître lente, mais si l'on regarde tous les différents terrains où elle opère, il est vite clair qu'ils travaillent dur afin de fournir à Bruxelles un nouveau visage. Au vu de tant d'activités, il nous semble tout à coup que cette soi-disant crise dont ils ne cessent de nous rabâcher les oreilles est bien lointaine. Au risque d'en attraper le vertige, voici un aperçu de ce que les différentes autorités bruxelloises ont à nous offrir : ils placent de nouvelles caméras (certaines 'intelligentes'), ils construisent de nouveaux commissariats de police, ils activent des uniformes quasi partout, de brillantes tours de bureaux et d'appartements poussent du sol comme des champignons, ils préparent à Haren le terrain du plus grand complexe carcéral belge, ils planifient des centres commerciaux ainsi que de nouveaux terrains industriels dans tous les recoins de Bruxelles, le quartier Européen s'agrandit et ils mettent en place un vaste réseau de transport (RER) qui doit relier Bruxelles de manière rapide et contrôlée aux villages et villes alentour.

Il est important de voir qu'il ne s'agit pas ici d'interventions isolées mais qu'elles sont liées entre elles ; et toutes ensemble, elles témoignent d'une certaine vision. Par exemple, ils catapultent des lofts dans certains quartiers qui ne vont, logiquement, attirer que des gens aisés, dans l'espoir que leur éthique de travail et leur citoyenneté exerceront une influence "positive" sur leur environnement. En plus, ils savent très bien que ces placements vont faire augmenter les prix dans le quartier et que cela bannira d'office une partie des habitants. En même temps, ils mettent en place dans ces mêmes quartiers un réseau de télé-surveillance visant à augmenter le contrôle général.

Prenons encore l'exemple du réseau RER. Ils construisent un réseau de transport rapide et efficace pour que des gens en dehors de la ville puissent servir quotidiennement de bétail à l'économie de la métropole. Parallèlement ils augmentent la menace

de la prison pour celles et ceux qui ne trottent pas dans la direction souhaitée. Pensez à la surenchère de lois, au développement toujours plus profond de la machine pénitentiaire, aux nouvelles taules, à la multiplication des bracelets etc. Ce ne sont que quelques exemples de leurs projets qui servent clairement à miser sur deux chevaux. D'un côté, ils veulent sans cesse nous sommer de nous intégrer dans ce système, de nous approprier sa logique du travail, de l'argent et de l'autorité et ainsi devenir des citoyens et des consommateurs 'à part entière'. De l'autre, pour ceux et celles qui ne peuvent pas s'intégrer ou qui rejettent cette logique, un arsenal toujours plus large et manifeste de moyens répressifs leur est réservé. Celui-ci implique tout autant des soi-disant 'revalorisations' de certains quartiers qui nous chassent lentement mais sûrement vers les périphéries, que la présence permanente de caméras, de patrouilles de police et de toutes sortes de contrôleurs, jusqu'à la construction d'encore plus de prisons.

La ville est toujours en transformation. Mais pour le pouvoir, elle sera toujours un laboratoire où il tente de développer un ordre basé sur l'exploitation et le contrôle. Un ordre qui trouve son équilibre dans les rapports économiques et autoritaires entre ses ressortissants. Un ordre qui veut rendre impossible et inimaginable des idées de liberté et toute expérience d'autres rapports entre les gens, et essaie d'imposer l'obéissance de chacune en établissant sa fausse nécessité dans nos têtes. Si nous faisons le choix de la révolte, parce que nous n'acceptons pas cet emprisonnement, il n'existe pourtant ni recettes ni calculs. Mais si nous voulons essayer de prendre le goût de vivre et rêver de choses totalement différentes, nous devons bouleverser cette routine oppressante.

Attaquons ce qui rend impossible de vivre en liberté  
Sabotons leurs projets  
Déconstruisons la ville



## Terre brûlée

*Les architectes et les urbanistes au service du pouvoir*

L'air que l'on respire devient chaque jour plus poussiéreux. La ville entière semble être en chantier. Des grues s'élèvent au-dessus de nos têtes, de grandes constructions sont entamées, de vieilles bâtisses sont transformées en lofts. Le visage de Bruxelles va changer, le pouvoir en a décidé ainsi. Ils parlent de progrès, de durabilité, d'améliorations, de sécurité. Des mots qui, tous, veulent dire la même chose : de l'ordre, de l'ordre et encore de l'ordre.

Tout projet de rénovation, toute nouvelle construction, tout chantier respire l'ancien rêve des puissants : transformer l'environnement pour transformer les êtres. Selon eux, un prisonnier enfermé dans une cage dorée ne se rebellera pas aussi vite que lorsque il se retrouve dans un cachot sale. Pour nous autres anarchistes, la question n'a jamais été la couleur et la dimension des cages, mais leur existence même. C'est pour cela que nous percevons derrière tout projet de réaménagement des quartiers la volonté des directeurs de prisons qui gouvernent ce monde.

Certains projets sont quelque part plus faciles à démasquer que d'autres. Les lofts et les « habitations écologiques » qu'ils construisent actuellement le long du canal ne sont rien d'autre qu'un mur autour d'une zone molenbeekoise moins contrôlable. Et les tours en construction à l'entrée de Cureghem, à côté de la gare du Midi, rien d'autre que les miradors, les forteresses qui marquent la séparation entre le centre-ville (qu'on voudrait riche, accueillant, respectueux de l'ordre) et le quartier anderlechtois (qu'on sait pauvre, méfiant et hostile à l'ordre).

D'autre part, il y a par exemple tout ces fameux « contrats de quartier », ces mélanges urbanistiques entre des mesures soi-disant sociales et la répression. On y parle aussi bien d'installer (ou d'enlever) quelques bancs et d'ouvrir une crèche que de l'installation d'un commissariat de proximité, d'une antenne de vigilance, de rénovation de bâtiments pour faire venir les couches plus aisées de la population, d'installation de caméras. Ce n'est pas un hasard que le pouvoir y mélange volontiers des aspects soi-disant sociaux et répressifs. Selon nous, il ne s'agit

pas de rejeter une partie pour en accepter une autre : l'entièreté de ces plans doit être combattue.

Vous les avez déjà vu – tous ces gens bienveillants, ces gentils artistes-architectes avec leurs ordinateurs portables, ces créatifs académiciens qui prétendent rendre le quartier « plus agréable » ! On les voit s'installer au coin de la rue dans des bureaux bien confortables à l'air quelque peu alternatif ; de derrière leurs ordinateurs ils dessinent les plans de la ville future. Ils parlent de « transformer la ville », mais en effet, leur mission c'est de « transformer les habitants ». Ils prêtent main forte au pouvoir. Si le dernier envoie toujours plus de flics, d'uniformes et des caméras, eux, jouent la carte douce de l'oppression. Leur but est exactement le même et la gentillesse de notre part ne leur fera pas changer d'avis.

Le côté perfide de tout cela, c'est que toute critique timide, tout reste d'ouverture encore au « dialogue » avec tous ces dessinateurs de plans, ces développeurs de projets, ces types au panier bio-démocratie locale-tri sélectif-animation de quartier, sera incorporé aux projets mêmes. Tant qu'on est disposé à en discuter avec le pouvoir, il réussira toujours à nous donner une petite place quelque part tout en maintenant son rêve répressif. Il nous invitera à participer à notre propre oppression, à notre propre asservissement. La démocratie urbanistique n'a jamais été autre chose que la possibilité de décider la couleur de sa cage.

Il faut donc se décider. Soit on continue à accepter que le pouvoir dessine les contours de nos vies, érigeant ces bâtiments, creusant ses tunnels, imposant ses sbires, envoyant son armée d'architectes alternatifs et écologiques. Soit on décide de se battre, non pas pour sauvegarder quoi que ce soit, ni même pour « nous défendre », mais pour mettre des bâtons dans les roues du pouvoir. Et pour cela, pas besoin de grands tours de force. Un bidon d'essence et quelques allumettes suffiront.

# L'Etat nous observe, crèvons lui les yeux

*Les quartiers sous vidéosurveillance*

Petit à petit, tous les quartiers bruxellois sont placés sous vidéosurveillance. A cela se rajoutent aujourd'hui aussi les soi-disant caméras « intelligentes », c'est-à-dire capables de reconnaître et de signaler automatiquement des « comportements suspects », vision à 360 degrés et équipées de microphones pour enregistrer les conversations.

Au nom de la sécurité, les quartiers de Bruxelles ressembleront d'avantage à des prisons à ciel ouvert. En plus du nombre fleurissant d'uniformes en tout genre, des systèmes de protection intégrés des commerces et des banques et de l'invasion militariste par la STIB, ses contrôleurs et ses caméras, voilà donc une police qui se prétend pouvoir et devoir regarder partout en permanence.

Petit à petit, l'Etat cherche à endiguer et transformer tous les possibles foyers de conflictualité en zones surveillées et fliquées. Cette conflictualité s'exprime certes de manière diverse et pas toujours agréable. Casser les vitres d'une banque pour attaquer le système capitaliste n'est pas pareil qu'agresser la vieille dame du coin qui vient de retirer sa retraite de cette banque. L'illusion que cherche à répandre la police et l'Etat, c'est qu'ils renforcent le contrôle pour notre bien-être et notre sécurité... mais c'est bien leur bien-être et leur sécurité qu'ils veulent protéger.

Les caméras qu'ils vont placer en disent long sur le monde dans lequel on vit, un monde qui ressemble, comme on disait, toujours plus à une prison à ciel ouvert. La prison sociale, ce n'est pas seulement le contrôle, les caméras, les uniformes et tous les gadgets technologiques comme les portables et les cartes à puces qui permettent une surveillance accrue sur les individus ; c'est aussi l'impossibilité de sortir de ce qui est. Impossibilité de sortir de la pauvreté et la débrouille, d'échapper à des vies toujours plus vidées de sens et de joie, de rompre avec la cadence annihilante du travail et de la consommation. Et pire encore, les murs invisibles de cette prison qui nous enferme tous, entravent toute vue sur l'horizon des possibles, d'autres mondes, d'autres vies que celles qui nous sont imposées aujourd'hui.

Pourquoi se plaindre, ou plutôt, pourquoi lutter contre et saboter ces caméras dès leur installation ? Les discours d'autant de démocrates, droits-de-l'hommistes et compagnie tournent toujours autour des mêmes arguments : « droit au privacy », investissements massifs dans le sécuritaire plutôt que dans le social, contrôle et fichage « indiscriminés » de la population entière... Au final, ce sont des discours qui préfèrent voir une cage dorée plutôt qu'une cage grise, un pouvoir « consciencieux » plutôt que « méchant »... Et nous, nous ne voulons ni de cages démocratiques, ni de cages dictatoriales, ni grises ni dorées. Si on s'oppose aux caméras, c'est pour bien d'autres raisons.

Si nous cherchons à saboter le contrôle et la vidéosurveillance, ce n'est pas pour cacher nos mauvaises intentions de nuire à



l'ordre social. Si nous chercherons à crever les yeux de l'Etat, ce n'est pas pour protéger un quelconque droit, mais pour défendre nos révoltes dans la rue face à l'Etat qui cherche à les réprimer. Si nous couperons les câbles d'alimentation de ces caméras, ce n'est pas parce que nous voulons faire semblant d'être tous des innocents et des victimes, mais parce que la culpabilité est d'une certaine manière notre fer de lance. Coupables de se révolter, coupables de voler ceux qui ont beaucoup de pognon plutôt que de travailler pour enrichir un patron, coupables d'attaquer tout ce qui représente l'autorité, coupables de chercher à prendre nos vies en main.

**Hors contrôle, hors surveillance,  
hors-laloi, apprenons à savourer  
la liberté dans le combat contre  
tout ce qui nous opprime.**

L'aventure est une expérience exceptionnelle, une entreprise dangereuse qui attire par le charme du risque qu'elle comporte : se perdre dans des lieux lointains et inconnus, réaliser une action non recommandée et imprévue, vivre des rencontres poignantes. La structure « existentielle » de l'expérience humaine comporte en soi cette dimension de l'aventure. En regardant l'histoire de l'évolution de l'être humain, il est facile de comprendre comment cela n'a été possible que grâce à la capacité de l'individu d'aller toujours au-delà du déjà donné et du déjà connu ; dans une ouverture permanente vers l'autre, vers ce-qui-n'est-pas-encore-connu et ce-que-n'a-pas-encore-vécu. Cela a toujours été une condition nécessaire, car l'histoire n'est pas la répétition ennuyeuse et infinie de la même chose.

La sécurité, à l'inverse, est marquée par cette absence de risque. Sécurité, sans soucis et sans préoccupations. L'augmentation du nombre de flics et de systèmes de sécurité ne poursuit ainsi qu'un but : faire en sorte que jamais rien ne se passe, te réduire à un présent infini de travail, de marchandise et d'obéissance. Chaque appel à la sécurité est une condamnation à mort de l'aventure, et par conséquent, du devenir. L'apologie de l'existant est non seulement abjecte de par sa saloperie, mais c'est aussi de la pure imbécilité de par son inutilité : la guerre entre pauvres continuera à exiger son lot de victimes, y compris sous l'œil des caméras de surveillance, tandis que les riches et les puissants cloîtrés dans leurs villas seront les seuls à jouir d'une protection omniprésente.

L'être humain est le seul animal assez idiot pour préférer la sécurité et la quiétude d'un zoo au risque et à la liberté de la jungle. Ensuite, une fois enfermé derrière les barreaux, il continuera tout au long de sa vie à rêver d'évasion et à chercher l'aventure dans une myriade de succédanés. Le voilà alors qui chante en chœur qu'il souhaite une vie téméraire, le voilà qui s'attroupe dans un cinéma qui projette en grande largeur la rébellion contre un monde réduit à une matrice, et contre une vie sous contrôle, le voilà qui s' imagine être le protagoniste dans la fiction de jeux vidéo toujours plus étranges et invraisemblables. Quelle hypocrisie !

Nous ne voulons pas la sécurité. Nous préférons courir le risque d'être détroussés par un voleur plutôt que d'avoir la certitude de crever d'ennui sous l'œil vigilant de la police, ou voir jour après jour comment notre intimité est dérobée. Nous voulons l'aventure, et nous la voulons tout de suite. L'aventure, ce ne sont pas des vacances exotiques à prévoir, mais tout un monde à bouleverser.

Parce que nous avons marre de la normalité imposée. Marre du camp de concentration de la sécurité. Marre de cette merde de la survie qu'on nous vend comme de la vie. Parce que nous voulons que l'inconnu fasse enfin irruption dans la réalité, cet inconnu de la subversion de l'existant.



## **Nous voulons l'aventure, pas la sécurité**





## Raconte-moi... de la liberté, j'écoute...

« Mais pour vous, qu'est-ce que ça veut dire... la liberté ? » Et il nous regardait, comme si c'était une question de tous les jours, une question qu'on se pose l'un à l'autre quand on se croise. Un sujet souvent discuté, un sujet à définir. Cette question m'a surprise, cette belle question, je ne savais pas quoi répondre. Mais on était une trentaine dans ce local, et d'autres commençaient à expliquer leur vision.

On était une trentaine dans ce local, une trentaines de rebelles de différents contextes, pays, milieux. Ce qui nous réunissait tous là-bas, c'était une discussion sur la lutte des harragas à Paris. Lui et son ami venaient du Maghreb, deux garçons parmi des milliers d'autres, qui avaient traversé les frontières vers l'Europe suite aux soulèvements là-bas, à la recherche de la liberté.

Mais au-delà de ça, plus profondément, ce qui nous liait dans cet espace, c'est qu'on partageait tous cette lutte, la lutte pour la liberté. On avait partagé un parcours de révolte pendant des années, ou simplement pendant un instant ou deux et on n'avait pas les mêmes conceptions du mot « liberté ». Peu importe, le fait d'y réfléchir, d'en parler, d'en discuter publiquement, me semblait plus important. C'était une occasion rare.

Là, je viens de lire un peu ce qu'un des « pères » de la pensée anarchiste, Mikhaïl Bakounine, a écrit sur le sujet il y a environ 150 ans déjà. Il m'a impressionnée. En deux mots, ce qui lui importe, c'est que la liberté est un rapport social, ce qui veut dire que la liberté n'existera jamais « isolée », mais qu'elle s'exprime en donnant corps et âme à nos liens avec d'autres et plus largement à tous les rapports dans la société. Il a une vision sur sa liberté comme étant nécessairement en lien avec la liberté de l'autre. Si l'autre n'est pas libre, on ne sera jamais libre. En positif : la liberté de l'autre élargit la mienne. Je cite...

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde, plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment, que lorsque ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément

à mes convictions propres, réfléchis par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini. » M. Bakounine (1814 – 1876)

Aujourd'hui, les réflexions sur la liberté ont été radicalement évacuées de la pensée collective. Comme si la question « Qu'est-ce que c'est la liberté ? » n'avait pas d'importance ni de valeur. Ça parle du travail, toujours plus ; des prisons, il n'y en aura jamais assez ; ça parle de Flamands, Wallons, Marocains et je ne sais pas quoi, comme si on avait besoin d'une « nationalité » pour être heureux. Et alors, quand j'entends quelqu'un poser cette question « qu'est-ce que la liberté ? », j'écoute attentivement. De l'air...

Qu'est-ce que c'est la liberté ? La question de la liberté ne sera peut-être jamais « résolue ». On ne sait pas trop comment ça pourrait être, vivre en liberté. Pratiquer la liberté entre nous tous. Tellement nos corps, nos sociétés, nos relations, nos pensées sont en grave manque d'elle. Mais la lutte nous offre le goût de la liberté, nous laisse son parfum dans la bouche.

Il faut du courage dans le combat pour la liberté. Non seulement c'est un combat contre l'Etat, mais aussi un combat contre la société telle qu'elle est aujourd'hui. Contre les normes étouffantes, les pensées limitées, les formes restreintes et habituelles de se rapporter les uns aux autres. C'est un combat qui exige d'oser réfléchir et agir nous-mêmes, en liberté, sans que d'autres nous dictent quoi que ce soit.

Pour moi, l'importance des soulèvements qui bouleversent des parties de ce monde au moment où j'écris ces mots, est parfaitement liée à cette question. Il y a des millions de gens sur cette planète qui sont en train de découvrir la liberté, en criant pour elle, en luttant pour elle. Au moment où on chasse les vieux pouvoirs et histoires, un espace s'ouvre pour expérimenter autre chose, pour se l'imaginer, pour la vivre.

Une dernière tentative alors. Qu'est-ce que c'est la liberté ? Elle n'est certes pas abstraite, la douceur qui viendrait après la révolution, ni atteignable en absolu aujourd'hui, dans ce monde de barreaux. Ce qui va de soi, c'est que j'ai besoin d'elle, car j'étouffe dans ce monde de devoirs. Qu'elle est la tension qui détermine mon bien-être. L'aventure qui me surprend et me donne l'envie de vivre, la raison principale pour laquelle je lutte, pour laquelle je m'insurge. Elle est le thermomètre des sentiments entre toi et moi.

Et alors, raconte-moi de la liberté. Je t'écoute...

Il y a des problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions dans cette société. On vit dans une voie sans issue. Quand on trouve un lieu pour y habiter et avoir un chez-soi, il faut chercher de l'argent pour le payer. Quand on réussit à traverser les frontières à la recherche d'une vie meilleure, il faut obtenir des papiers pour vivre dans ce nouveau pays. Alors on marche dans la rue, on marche dans cette voie sans issue en abandonnant notre propre volonté, nous limitant à la recherche de la survie.

Il y a des problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions dans cette société. Tous, nous le savons et pourtant... Si nous gardons espoir, souvent il ne porte rien de plus que le désir d'être, un jour peut-être, finalement accepté par cette société, intégré dans ses structures. Cette société qui nous écrase, qui nous opprime, qui nous crache dessus, on voudrait être intégré dans ses structures... La nécessité de survivre nous fait accepter que la vie soit dure et on pense qu'on est fort si on est capable de la subir jusqu'à l'infini. On se sent mal quand la société nous frappe, mais on est heureux quand elle nous embrasse. Et on continue à marcher dans cette voie sans issue, car quand même, ici c'est mieux que là-bas... On continue à marcher dans cette voie sans issue, en se cognant la tête contre ses murs, jusqu'à la perdre... la tête.

## Faire sauter les voies sans issue...

Peut-être qu'il est l'heure de faire sauter cette rue. Cette rue qui s'appelle Rue de l'Oppression, Rue de la Domination, de la Survie, de l'Inégalité, de l'Autorité, Rue de l'Etat, de la Police, de la Justice, Rue de la Cruauté, de la Prison, de l'Expulsion... Rue de la Monotonie et de l'Abrutissement, de l'Ennui et du Désespoir. De la Soumission, de la Résignation, de la Concurrence. Cette rue qui fait bien partie de toutes les villes du monde, car ce monde de chefs se nourrit de notre misère, partout, et toujours.

Si nous marchons comme des prisonniers dans cette ruelle, c'est en partie à cause de l'idéologie du pouvoir. L'idéologie qui nous dit qu'un esclave capable de porter des kilos sur son dos est un bon esclave. La peur des représailles du maître fait que l'on ne se révolte pas. Autant que le chantage et l'isolement que les chefs utilisent pour nous garder au calme. Le chantage, et des promesses, des promesses d'une régularisation, des promesses d'une pension après des années de dur labeur, des promesses de vacances, d'une belle voiture ou d'un avenir pour nos enfants. Et alors, on oublie la rage. On l'étouffe parce qu'on finit par croire qu'il vaut mieux ne pas s'énerver, qu'il faut tout simplement encore faire un effort, qu'il faut sourire une fois de plus, et penser que tout est bien comme ça.

Des fois, on remarque des dessins sur les murs des ruelles. Des dessins qui expriment une voix claire contre ce monde d'humiliation. Feu aux prisons! Sabotons la machine à expulser! ou encore Vive la révolte, l'évasion, les mutineries! Solidarité avec les insurgés! Au milieu de la grisaille, ces traces écrites nous rappellent de rester un être humain face à ce monde de béton et de barreaux. Se révolter...

Ces derniers mois, des rumeurs circulent dans les ruelles de nos vies. Des rumeurs qui parlent d'émeutes, de soulèvements et d'insurrections. Des rumeurs de la possibilité de s'insurger contre le pouvoir, de détruire les bâtiments des responsables de la misère, d'être solidaires les uns avec les autres dans la lutte. Et

on commence à réaliser, lentement, que la plus puissante arme du pouvoir est qu'il nous a volé notre imagination. Si cela est possible maintenant, pourquoi ne l'était-ce pas avant? Si cela est possible là-bas, alors pourquoi pas ici? Le pouvoir nous laisse pour unique rêve celui d'être bien intégré. Etre quelqu'un qui travaille (le métier de ses rêves) et qui dépense son argent dans des marchandises. La soi-disant la belle vie...

Mais là, on a bien compris qu'on n'a plus rien à attendre du pouvoir. Il est comme il est : il aime l'argent, et le contrôle ; point barre. Alors, pourquoi ne pas nous défaire de ces rêves qui nous enchaînent ? Pourquoi ne pas arracher nos rêves au pouvoir, les extorquer de son armement ? Nos rêves nous poussent à chercher des complices révoltés. Nous permettent de regarder au delà de cette voie sans issue, et comme dans l'imagination tout est possible, cela nous invite à atteindre ce tout. Le pouvoir nous a fait croire que la misère est là pour toujours, mais on n'y croit plus. Un autre monde, une autre vie est bien possible.

La plupart d'entre nous habitent ces ruelles de la misère, mais on n'a pas besoin d'être nombreux pour commencer à lutter. Par contre, on a fortement besoin de commencer, vivre chaque jour comme une invitation à la révolte. Et oui, pour une révolution, on

a bien besoin d'être nombreux, mais aussi d'idées solides. Des idées de base qui nous permettent de refuser la politique, de refuser la présence policière, la collaboration avec les institu-

tions qui maintiennent l'ordre actuel. Des idées d'égalité, donc d'anti-autorité, des idées qui empêchent une contre-révolution, des idées dont on a besoin pour vivre en liberté. Eradiquons les rapports de domination de notre société, sinon de nouveaux chefs continueront à s'imposer. Eradiquons les rapports inégaux, car c'est également parce qu'on est habitué aux relations de pouvoir depuis qu'on est enfant, qu'on les accepte, qu'on les reproduit, qu'on les trouve normales.

On a besoin de se confronter, de crier la rage, d'être fâché. L'anesthésie nous fait oublier que le mal qu'ils nous infligent n'est pas un détail à refourguer aux oubliettes. On a raison de les faire chier, on a bien raison. Et on le fait, parce qu'on désire une rue qui s'appelle liberté et une autre qui s'appelle solidarité. On se bat pour la rue de l'individualité et de l'autonomie, de l'aventure et de l'étonnement. La rue de la volonté et de la confiance, la rue de la réciprocité et celle de la découverte. Du sourire, de l'intimité, de l'ouverture et de la chanson enthousiaste...



